

3. si l'employeur a licencié un délégué pour motif grave et si le tribunal du travail a déclaré le licenciement non fondé;

4. s'il a été mis fin au contrat de travail pour une faute grave commise par l'employeur, qui constitue pour les délégués une raison pour mettre directement fin au contrat;

5. si l'employeur licencie un travailleur en raison du mandat qu'il a exercé, et ce avant la fin de la période de protection de six mois suivant la fin du mandat, comme prévu à l'article 5 c), troisième alinéa.

L'indemnité forfaitaire est égale au salaire brut d'un an, sans préjudice de l'application des articles 39 et 40 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 15. Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera soumis à l'appréciation de la commission paritaire.

#### Durée de validité et dénonciation

Art. 16. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle produira ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et elle peut être dénoncée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président et aux organisations représentées au sein de la commission paritaire.

Pendant sa durée de validité, aucune revendication tendant à modifier ou à compléter la présente convention ne sera présentée, ni au niveau de la branche d'activité, ni au niveau des entreprises.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 27 juin 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

3. indien de werkgever een afgevaardigde heeft ontslagen wegens dringende reden en de arbeidsrechtbank het ontslag ongegrond heeft verklaard;

4. indien de arbeidsovereenkomst werd beëindigd wegens zware fout van de werkgever, die voor de afgevaardigden een reden is tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst;

5. indien de werkgever een werknemer afdankt omwille van het uitgeoefend mandaat vóór het einde van de beschermingsperiode van zes maanden volgend op de beëindiging van het mandaat zoals voorzien in artikel 5, c), derde lid.

De forfaitaire vergoeding is gelijk aan het bruto-loon van één jaar, onverminderd de toepassing van de artikelen 39 en 40 van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten.

Art. 15. Elk geschil betreffende de toepassing van deze overeenkomst zal ter beslissing voorgelegd worden aan het paritair comité.

#### Geldigheidsduur en opzegging

Art. 16. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde duur. Zij zal uitwerking krijgen op 1 januari 1989 en kan met een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekende brief aan de voorzitter en aan de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties gericht, door één der partijen opgezegd worden.

Tijdens haar geldigheidsduur zullen, noch op het vlak van de bedrijfstak, noch op het vlak van de ondernemingen, eisen gesteld worden ter wijziging of aanvulling van deze overeenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 27 juni 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1457

31 MAI 1989

#### Décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modifiant les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949

Article 1<sup>er</sup>. Dans les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifiées par les lois des 8 juin 1964, 31 juillet 1975, 1<sup>er</sup> août 1985 et 1<sup>er</sup> août 1988, les mots « jury d'Etat » et « jurys d'Etat » sont remplacés respectivement par les mots « jury de la Communauté française » et « jurys de la Communauté française ».

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. A l'article 10, § 3, des mêmes lois, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, la phrase introductive est remplacée par la disposition suivante :

« L'homologation du certificat d'enseignement secondaire supérieur est subordonnée à la production d'un des titres suivants obtenus au plus tard à la fin de la sixième année d'études des enseignements secondaires général, technique ou artistique ou à la fin de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. »

§ 2. Dans les mêmes lois, est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

« Les élèves ayant obtenu le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au terme de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel, à l'issue de l'année 1987-1988 ou 1988-1989, pourront prétendre à l'homologation de ce certificat pour autant qu'ils obtiennent le certificat homologué d'enseignement secondaire inférieur ou le certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré par le jury de la Communauté française au plus tard le 31 décembre 1989. »

#### CHAPITRE II. — Modifiant la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur

Art. 3. Dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 18 février 1977, 3 juillet 1981, 21 juin 1985, 15 juillet 1985, les mots « jury(s) d'Etat » sont remplacés par les mots « jury(s) de la Communauté française ».

#### CHAPITRE III. — Fixant le nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I pour l'année scolaire 1989-1990

Art. 4. Le présent chapitre s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice de type I, organisé ou subventionné par la Communauté. Il ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécial.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de plein exercice de type I est établi sur la base d'un nombre de périodes-professeur hebdomadaires par élève. Par périodes-professeur, il faut entendre le nombre de périodes consacrées hebdomadairement à l'enseignement des cours et aux autres prestations qui peuvent être reprises dans la charge du professeur, à l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle.

§ 2. Le nombre de périodes-professeur par élève, visé au § 1<sup>er</sup>, est le résultat, par établissement, de la division du nombre de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1987-1988 par le nombre d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> octobre 1987.

§ 3. Le nombre de périodes-professeurs par élève tel que défini au § 2 est calculé séparément pour :

- a) l'enseignement secondaire professionnel des deuxième et troisième degrés;
- b) la première année B et la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel;
- c) l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification des deuxième et troisième degrés;
- d) les années d'études qui ne sont pas reprises aux a, b, et c.

§ 4. Le nombre de périodes-professeur organisables par établissement est la somme des résultats, arrondis vers le bas, des multiplications des nombres de périodes-professeur par élève tels que définis au § 3, par les nombres d'élèves réguliers correspondants au 1<sup>er</sup> octobre 1989.

§ 5. Dans chaque établissement, le nombre moyen de périodes-professeur par élève visé au § 2 est attribué aux septièmes années d'études de l'enseignement secondaire professionnel créées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1987.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul du nombre global de périodes-professeur par élève visé à l'article 5, § 2 et § 3, dans les établissements issus d'une fusion opérée en 1989-1990, les nombres de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1987-1988 des établissements scolaires fusionnés sont additionnés.

Ce résultat est divisé par le nombre total d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> octobre 1987 des établissements fusionnés.

§ 2. Pour le calcul du nombre de périodes-professeur par élève visé à l'article 5, § 2, et § 3, dans les établissements issus d'une scission opérée en 1989-1990, le nombre de périodes-professeur organisables du ou des degrés concernés de l'année scolaire 1987-1988 est pris en considération et divisé par le nombre d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> octobre 1987 du ou des degrés concernés.

§ 3. Par fusion ou scission d'établissements, il faut entendre la fusion ou la scission dont question aux articles 30 et 33 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions du § 2, le nombre global de périodes-professeur par établissement peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel directeur et enseignant, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

§ 2. En ce qui concerne la première année B et l'enseignement secondaire professionnel, le résultat des calculs, visés à l'article 5, § 3, a et b, effectués séparément pour l'ensemble de ces subdivisions de structure, doit être utilisé à concurrence de 95 % au moins pour l'ensemble de ces subdivisions de structure.

Art. 8. Le transfert de périodes-professeur est autorisé entre les établissements d'un même centre d'enseignement, tel que prévu à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En deuxième ordre, le transfert de périodes-professeur entre établissements du même réseau, mais n'appartenant pas au même centre d'enseignement, est autorisé.

Les transferts visés ci-dessus ne peuvent être réalisés que moyennant l'accord du Conseil de direction du centre d'enseignement en ce qui concerne l'enseignement de la Communauté ou des pouvoirs organisateurs subventionnés, et après consultation du personnel directeur et enseignant des établissements concernés, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

Art. 9. L'article 8, § 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986 établissant pour l'année scolaire 1986-1987 le nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I est modifié comme suit :

« 2<sup>o</sup>, 12 et 13, sauf en ce qui concerne l'année scolaire 1989-1990 pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre 1989 ou en fermeture progressive et pour l'année d'études qui passe du type II au type I;

3<sup>o</sup>, 14 et 15, sauf en ce qui concerne l'année scolaire 1989-1990 pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre 1989 ou en fermeture progressive et pour l'année d'études qui passe du type II au type I. »

Art. 10. Pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, les normes de dédoublement fixées aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 restent d'application.

Le nombre de périodes-professeur résultant de ce calcul ne peut être utilisé qu'à concurrence de 98 p.c.

Art. 11. Pour l'année d'études qui passe du type II au type I, ainsi que pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre 1989 ou en fermeture progressive, le nombre de périodes-professeur est calculé sur la base des dispositions reprises aux articles 12 à 15 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 précité.

Ce nombre de périodes-professeur ne peut être utilisé qu'à concurrence de 95 p.c.

Pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, les dispositions de l'article 10 restent d'application.

Art. 12. L'Exécutif peut accorder à chaque réseau des dérogations à concurrence d'un maximum de 0,075 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1988-1989 du réseau concerné, pour des cas exceptionnels.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions de l'article 8, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs peut prélever un maximum de 0,75 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables en 1988-1989 dans les établissements qu'il organise pour permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux.

#### CHAPITRE IV. — *Fixant le nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de type II pour l'année scolaire 1989-1990*

Art. 14. Le présent chapitre s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice de type II organisé ou subventionné par la Communauté. Il ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécial ni à l'enseignement secondaire complémentaire.

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de plein exercice de type II est établi sur la base d'un nombre de périodes-professeur hebdomadaires par élève.

Par périodes-professeur, il faut entendre le nombre de périodes consacrées hebdomadairement à l'enseignement des cours et aux autres prestations qui peuvent être reprises dans la charge du professeur, à l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle pour lesquels les normes de dédoublement et de regroupement, mentionnées à l'article 19, restent d'application.

§ 2. Le nombre de périodes-professeur par élève, visé au § 1<sup>er</sup>, est le résultat, par établissement, de la division du nombre de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1987-1988, par le nombre d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> octobre 1987.

§ 3. Le nombre de périodes-professeur par élève tel que défini au § 2, est calculé séparément pour :

- a) toutes les années d'études de l'enseignement secondaire professionnel;
- b) toutes les années d'études de l'enseignement secondaire général, technique et artistique.

§ 4. Le nombre de périodes-professeur organisables par établissement est la somme des résultats, arrondis vers le bas, des multiplications des nombres de périodes-professeurs par élève tels que définis au § 3, par les nombres d'élèves réguliers correspondants au 1<sup>er</sup> octobre 1989.

§ 5. Dans chaque établissement, le nombre moyen de périodes-professeur par élève visé au § 2 est attribué aux septièmes années d'études de l'enseignement secondaire professionnel, créées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1987.

**Art. 16. § 1<sup>er</sup>.** Pour le calcul du nombre global de périodes-professeur par élève visé à l'article 15, § 2 et § 3, dans les établissements issus d'une fusion opérée en 1989-1990, les nombres de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1987-1988 des établissements scolaires fusionnés sont additionnés. Ce résultat est divisé par le nombre total d'élèves réguliers au 1<sup>er</sup> octobre 1987 des établissements fusionnés.

§ 2. Par fusion d'établissements, il faut entendre la fusion dont question à l'article 30 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions du § 2, le nombre global de périodes-professeur par établissement peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel directeur et enseignant, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

§ 2. En ce qui concerne l'enseignement secondaire professionnel, le résultat des calculs visés à l'article 15, § 2, § 3, et § 4, effectués séparément pour l'ensemble de cette forme d'enseignement, doit être utilisé à concurrence de 95 p.c. au moins pour cette forme d'enseignement.

**Art. 18.** Le transfert de périodes-professeur est autorisé entre les établissements d'un même centre d'enseignement tel que prévu à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En deuxième ordre, le transfert de périodes-professeur entre établissements du même réseau, mais n'appartenant pas au même centre d'enseignement, est autorisé.

Les transferts visés ci-dessus ne peuvent être réalisés que moyennant l'accord des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, et après consultation du personnel directeur et enseignant des établissements concernés, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

**Art. 19.** Ne sont pas d'application pendant l'année scolaire 1989-1990 pour l'enseignement secondaire de type II, à l'exception de ce qui concerne les cours de religion et de morale non confessionnelle et la création ou la suppression d'établissements :

1<sup>o</sup> L'article 2 de l'arrêté royal du 5 août 1963 modifiant l'arrêté du Régent du 1<sup>er</sup> mars 1949 portant les conditions de création, de maintien et de suppression de classes et de sections d'études dans les établissements d'enseignement secondaire de l'Etat;

2<sup>o</sup> L'article 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, à l'exception des *littera* a et b et l'article 3 de l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré.

**Art. 20.** Ne sont pas d'application pendant l'année scolaire 1989-1990 :

- pour la septième année d'études de l'enseignement professionnel;
- pour les sections admises définitivement aux subventions :

a) l'arrêté royal du 4 mars 1954 fixant les minima de population scolaire des sections d'enseignement technique;

b) l'arrêté royal du 19 octobre 1959 portant application de l'article 24 de la loi précitée du 29 mai 1959.

**Art. 21.** L'Exécutif peut accorder à chaque réseau des dérogations à concurrence d'un maximum de 0,075 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables de l'année scolaire 1988-1989 du réseau concerné, pour des cas exceptionnels.

**Art. 22.** Sans préjudice des dispositions de l'article 18, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs peut prélever un maximum de 0,75 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables en 1988-1989 dans les établissements qu'il organise pour permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux.

#### CHAPITRE V. — Modifiant la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial

**Art. 23.** L'article 22 de la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1988 est remplacé par la disposition suivante : « Article 22 : par mesure transitoire et en attendant qu'un arrêté de l'Exécutif règle d'une façon uniforme pour tous les réseaux d'enseignement subventionné, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité, conformément à l'article 12bis de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'Exécutif règle, pour l'année scolaire 1989-1990, la réaffectation des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi ainsi que l'octroi d'une subvention-traitement d'attente aux membres du personnel qui n'ont pas pu être réaffectés. »

**Art. 24.** L'article 22bis de la même loi, inséré par la loi du 10 décembre 1974 et modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1988, est remplacé par la disposition suivante : « Article 22bis : par mesure transitoire et avant le 31 août 1990, l'Exécutif peut, pour les membres du personnel subventionnés qui, sans posséder les titres requis sont toutefois porteurs d'autres titres de capacité qu'il juge suffisants, déterminer les modalités de fixation des subventions-traitements. »

**Art. 25.** A l'article 26, 4<sup>o</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 décembre 1974 et modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1988, les mots « 1<sup>er</sup> septembre 1989 » sont remplacés par les mots « 31 août 1990 ».

## CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 26. L'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent décret, sauf délégation accordée par lui.

Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Les articles 1<sup>er</sup> et 3 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

§ 2. L'article 2 produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1987.

§ 3. Les dispositions reprises aux articles 23 à 28 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1989. Elles cesseront leurs effets au 31 août 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

## VERTALING

N. 89 — 1457

31 MEI 1989

## Decreet houdende dringende maatregelen inzake onderwijs

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949*

Artikel 1. In de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wetten van 8 juni 1964, 31 juli 1975, 1 augustus 1985 en 1 augustus 1988, worden de woorden « examencommissie van de Staat » en « examencommissies van de Staat » respectievelijk vervangen door : « examencommissie van de Franse Gemeenschap » en « examencommissies van de Franse Gemeenschap ».

Art. 2. § 1. In artikel 10, § 3, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende bepaling :

« De homologatie van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs is afhankelijk van het voorleggen van een van de volgende bekwaamheidsbewijzen, uiterlijk behaald op het einde van het 6e jaar algemeen vormend secundair onderwijs, secundair technisch onderwijs of secundair kunstonderwijs of op het einde van het 7e jaar secundair beroepsonderwijs. »

§ 2. In dezelfde wetten wordt onderstaand artikel 10bis ingevoegd :

« Leerlingen die het getuigschrift van hoger secundair onderwijs behaald hebben na afloop van het 7e jaar secundair beroepsonderwijs op het einde van het schooljaar 1987-1988 of 1988-1989, kunnen aanspraak maken op de homologatie van dat getuigschrift mits zij het gehomologeerd getuigschrift van lager secundair onderwijs of het door de examencommissie van de Franse Gemeenschap uitgereikte getuigschrift van lager secundair onderwijs behaald hebben uiterlijk op 31 december 1989. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs*

Art. 3. In de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 18 februari 1977, 3 juli 1981, 21 juni 1985 en 15 juli 1985, worden de woorden « examencommissie(s) van de Staat » vervangen door « examencommissie(s) van de Franse Gemeenschap ».

HOOFDSTUK III. — *Vaststelling van het aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I voor het schooljaar 1989-1990*

Art. 4. Dit hoofdstuk geldt voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I, georganiseerd of gesubsidieerd door de Gemeenschap. Het geldt niet voor het buitengewoon secundair onderwijs.

Art. 5. § 1. Het aantal lestijden-leerkracht in het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I wordt bepaald op grond van een aantal wekelijkse lestijden-leerkracht per leerling. Onder lestijden-leerkracht verstaat men het aantal lestijden die wekelijks besteed worden aan het onderwijs van de vakken en aan de andere activiteiten die in de opdracht van de leerkracht kunnen worden opgenomen, met uitzondering van de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer.

§ 2. Het aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 1, is het quotiënt, per inrichting, van de deling van het aantal lestijden-leerkracht die in het schooljaar 1987-1988 georganiseerd konden worden, door het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober 1987.

§ 3. Het in § 2 bepaalde aantal lestijden-leerkracht wordt afzonderlijk berekend voor :

- a) het secundair beroepsonderwijs van de 2e en de 3e graad;
- b) het 1e jaar B en het 2e jaar van het secundair beroepsonderwijs;
- c) het secundair technisch en kunstonderwijs voor de 2e en de 3e kwalificatiegraad;
- d) de leerjaren die niet bedoeld zijn in a, b, en c.

§ 4. Het aantal lestijden-leerkracht die per inrichting georganiseerd kunnen worden is de som van de uitkomsten, afgerond naar onderen, van de vermenigvuldiging van het aantal lestijden-leerkracht bepaald in § 3 met het aantal overeenstemmende regelmatige leerlingen op 1 oktober 1989.

§ 5. In elke inrichting wordt het gemiddeld aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 2, toegekend aan de 7e leerjaren van het secundair beroepsonderwijs, opgericht vanaf 1 september 1987.

Art. 6. § 1. Voor de berekening van het totaal aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een samenvoeging in 1989-1990, worden de aantallen lestijden-leerkracht die in het schooljaar 1987-1988 georganiseerd konden worden in de samengevoegde scholen, samengeteld. Die som wordt gedeeld door het totaal aantal regelmatige leerlingen van de samengevoegde inrichtingen op 1 oktober 1987.

§ 2. Voor de berekening van het aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een splitsing in 1989-1990, worden de aantallen lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in de betrokken graad of graden in het schooljaar 1987-1988, in aanmerking genomen en gedeeld door het aantal regelmatige leerlingen in die graden op 1 oktober 1987.

§ 3. Onder samenvoeging of splitsing van inrichtingen verstaat men de samenvoeging of splitsing bedoeld in de artikelen 30 en 33 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 7. § 1. Onverminderd § 2 kan het totaal aantal lestijden-leerkracht per inrichting vrij gebruikt worden door het inrichtingshoofd na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de tijdelijken die niet voor geheel het schooljaar geworven zijn.

§ 2. Voor het 1e jaar B en het secundair beroepsonderwijs moet de uitkomst van de berekeningen, bedoeld in artikel 5, § 3, a en b, afzonderlijk verricht voor die gezamenlijke structuuronderdelen, gebruikt worden naar rato van ten minste 95 % voor die gezamenlijke onderdelen.

Art. 8. De overdracht van lestijden-leerkracht is toegelaten tussen de inrichtingen van één scholengemeenschap, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In bijkomende orde is de overdracht tussen inrichtingen die tot één net, maar niet tot één scholengemeenschap behoren, toegelaten.

Die overdrachten vereisen de instemming van de directieraad van de scholengemeenschap, in het onderwijs van de Gemeenschap of van de gesubsidieerde inrichtende machten, na overleg met het bestuurs- en onderwijzend personeel van de betrokken inrichtingen, met uitzondering van de niet voor geheel het schooljaar geworven tijdelijken.

Art. 9. Artikel 8, § 2, 2° en 3°, van het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986 tot vastlegging voor het schooljaar 1986-1987 van het aantal uren-leerkracht voor het secundair onderwijs van het type I met volledig leerplan, wordt gewijzigd als volgt :

« 2°, 12 en 13, behalve voor het schooljaar 1989-1990 voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, voor de inrichtingen die op 1 september 1989 opgericht of afgebouwd worden en voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat;

3°, 14 en 15, behalve voor het schooljaar 1989-1990 voor de inrichtingen die op 1 september 1989 opgericht of afgebouwd worden en voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat ».

Art. 10. Voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer blijven de splitsingsnormen van de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 gelden. Het aantal lestijden-leerkracht ten gevolge van die berekening mag maar naar rato van 98 % gebruikt worden.

Art. 11. Voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat en voor de inrichtingen die op 1 september 1989 opgericht of afgebouwd worden, wordt het aantal lestijden-leerkracht berekend volgens de artikelen 12 tot 15 van voormeld koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982. Dat aantal mag maar naar rato van 95 % gebruikt worden. Voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer blijft artikel 10 gelden.

Art. 12. De Executieve kan aan elk net afwijkingen toestaan tot een maximum van 0,075 % van het totaal aantal lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in het schooljaar 1988-1989, om te voorzien in uitzonderlijke gevallen.

Art. 13. Onverminderd artikel 8 kan elk inrichtende macht of groep van inrichtende machten ten hoogste 0,75 % van het totaal aantal lestijden-leerkracht die in 1988-1989 georganiseerd konden worden in haar inrichtingen opnemen om de werking van sommige van die inrichtingen te verbeteren.

#### HOOFDSTUK IV. — *Vaststelling van het aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type II voor het schooljaar 1989-1990*

Art. 14. Dit hoofdstuk geldt voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type II, georganiseerd of gesubsidieerd door de Gemeenschap. Het geldt niet voor het buitengewoon secundair onderwijs noch voor het aanvullend secundair onderwijs.

Art. 15. § 1. Het aantal lestijden-leerkracht in het secundair onderwijs met volledig leerplan van type II wordt bepaald of grond van een aantal wekelijkse lestijden-leerkracht per leerling. Onder lestijden-leerkracht verstaat men het aantal lestijden die wekelijks besteed worden aan het onderwijs van de vakken en aan de andere activiteiten die in de opdracht van de leerkracht kunnen worden opgenomen, met uitzondering van de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer waarvoor de splitsings- en hergroeperingsnormen van artikel 19 blijven gelden.

§ 2. Het aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 1, is het quotiënt, per inrichting, van de deling van het aantal lestijden-leerkracht die in het schooljaar 1987-1988 georganiseerd konden worden door het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober 1987.

§ 3. Het in § 2 bepaalde aantal lestijden-leerkracht wordt afzonderlijk berekend voor :

- a) alle leerjaren van het secundair beroepsonderwijs;
- b) alle leerjaren van het algemeen vormend secundair onderwijs, van het secundair technisch en kunstonderwijs.

§ 4. Het aantal lestijden-leerkracht die per inrichting georganiseerd kunnen worden is de som van de uitkomsten, afgerond naar onderen, van de vermenigvuldiging van het aantal lestijden-leerkracht bepaald in § 3 met het aantal overeenstemmende regelmatige leerlingen op 1 oktober 1989.

§ 5. In elke inrichting wordt het gemiddeld aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 2, toegekend aan de 7e leerjaren van het secundair beroepsonderwijs, opgericht vanaf 1 september 1987.

**Art. 16. § 1.** Voor de berekening van het totaal aantal lestijden-leerkracht per leerling bedoeld in artikel 15, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een samenvoeging in 1989-1990, worden de aantallen lestijden-leerkracht die in het schooljaar 1987-1988 georganiseerd konden worden in de samengevoegde scholen, samengeteld. Die som wordt gedeeld door het totaal aantal regelmatige leerlingen van de samengevoegde inrichtingen op 1 oktober 1987.

§ 2. Onder samenvoeging van inrichtingen verstaat men de samenvoeging, bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

**Art. 17. § 1.** Onverminderd § 2 kan het totaal aantal lestijden-leerkracht per inrichting vrij gebruikt worden door het inrichtingshoofd na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de tijdelijken die niet voor geheel het schooljaar geworven zijn.

§ 2. Voor het secundair beroepsonderwijs moet de uitkomst van de berekeningen bedoeld in artikel 15, § 1, § 3 en § 4, afzonderlijk verricht voor die onderwijsvorm, gebruikt worden naar rato van ten minste 95 % voor die onderwijsvorm.

**Art. 18. § 1.** De overdracht van lestijden-leerkracht is toegelaten tussen de inrichtingen van één scholengemeenschap, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 2. In bijkomende orde is de overdracht tussen inrichtingen die tot één net, maar niet tot één scholengemeenschap behoren, toegelaten.

§ 3. Die overdrachten vereisen de instemming van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs, na overleg met het bestuurs- en onderwijzend personeel van de betrokken inrichtingen, met uitzondering van de niet voor geheel het schooljaar geworven tijdelijken.

**Art. 19.** Tijdens het schooljaar 1989-1990 zijn onderstaande teksten niet toepasselijk op het secundair onderwijs van type II, behalve voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer en de oprichting of afschaffing van inrichtingen :

1<sup>o</sup> artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 augustus 1963 tot wijziging van het besluit van de Regent van 1 maart 1949 houdende de voorwaarden voor de oprichting, de instandhouding en de afschaffing van klassen en studieafdelingen in de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs;

2<sup>o</sup> artikel 2, 1<sup>o</sup>, 3e lid, behalve *littera* a en b en artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroeperingsnormen van studiejaar in het secundair technisch onderwijs, in het hoger technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en kunstonderwijs van het korte type, in het hoger technisch en agrarisch onderwijs van de 2e graad.

**Art. 20.** Tijdens het schooljaar 1989-1990 zijn :

a) het koninklijk besluit van 4 maart 1954 tot vaststelling van de schoolbevolkingsminima in de afdelingen voor technisch onderwijs;

b) het koninklijk besluit van 19 oktober 1959 houdende toepassing van artikel 24 van voormelde wet van 29 mei 1959,

niet toepasselijk op :

- het 7e leerjaar beroepsonderwijs;
- afdelingen die definitief in de toelageregeling opgenomen zijn.

**Art. 21.** De Executieve kan aan elk net afwijkingen toestaan tot een maximum van 0,075 % van het totaal lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in het schooljaar 1988-1989, om te voorzien in uitzonderlijke gevallen.

**Art. 22.** Onverminderd artikel 18 kan elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten ten hoogste 0,75 % van het totaal aantal lestijden-leerkracht die in 1989-1990 georganiseerd konden worden in haar inrichtingen, opnemen om de werking van sommige van die inrichtingen te verbeteren.

**HOOFDSTUK V. — Wijziging van de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs**

**Art. 23.** Artikel 22 van de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1988, wordt vervangen door de onderstaande bepaling : « Bij overgangsmaatregel en in afwachting dat een besluit van de Executieve op eenvormige wijze voor alle gesubsidieerde onderwijsnetten een regeling treft inzake reffectatie van de bij ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden, overeenkomstig artikel 12bis van de voornoemde wet van 29 mei 1959, regelt de Executieve, voor het schooljaar 1989-1990, de reffectatie van de gesubsidieerde personeelsleden van het voorschools, lager, secundair en hoger onderwijs, die bij ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, evenals het toekennen van een weddetoelage als wachtgeld aan de personeelsleden die niet konden gereffecteerd worden ».

**Art. 24.** Artikel 22bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 december 1974 en gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1988, wordt door de volgende bepaling vervangen : « Artikel 22bis bij overgangsmaatregel en vóór 31 augustus 1990 mag de Executieve voor de gesubsidieerde personeelsleden die zonder over de vereiste bekwaamheidsbewijzen te beschikken, houder zijn van bekwaamheidsbewijzen die ze voldoende acht, de modaliteiten voor het vaststellen van de weddetoelagen bepalen ».

**Art. 25.** In artikel 26, 4<sup>o</sup> van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 december 1974 en gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1988, worden de woorden « 1 september 1989 » vervangen door « 31 augustus 1990 ».

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 26. De Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit decreet, behoudens delegaties die ze verleent.

Art. 27. § 1. De artikelen 1 én 3 hebben uitwerking op 1 januari 1989.

§ 2. Artikel 2 heeft uitwerking op 1 september 1987.

§ 3. De artikelen 23 tot 28 treden in werking op 1 september 1989 en houden op van kracht te zijn op 31 augustus 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juni 1989.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
Ch. PICQUE

## AUTRES ARRÊTÉS

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Services généraux  
Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 18 juillet 1989, M. Condereys, Antoine, a été nommé à titre définitif dans le grade d'ingénieur industriel à partir du 1er juin 1989.

## ANDERE BESLUITEN

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Algemene diensten  
Personeel. — Benoeming in vast verband

Bij koninklijk besluit van 18 juli 1989, werd de heer Condereys, Antoine, in vast verband benoemd in de graad van industrieel ingenieur met ingang van 1 juni 1989.

## « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

Ordres nationaux

## « Gebouwenfonds voor de Rijksscholen »

Par arrêtés royaux du 29 mai 1989 sont nommés :

Chevalier de l'Ordre de Léopold

M. Wierinckx, R.L., chef administratif (8 avril 1989).

Il portera la décoration civile.

Officier de l'Ordre de la Couronne

M. Colombie, R.G.R., architecte principal (8 avril 1989).

Chevalier de l'Ordre de la Couronne

Mmes :

Vander Mynsbrugge, L., secrétaire d'administration (8 avril 1989).

Vandiest, M.J., chef administratif (8 avril 1989).

MM. :

Hoebrechts, V.C.A.R., chef administratif (8 avril 1989).

Van Rompaey, A.J.R.J., chef administratif (8 avril 1989).

Officier de l'Ordre de Léopold II

MM. :

Sterckx, R.J.R., ingénieur industriel-chef de service (8 avril 1989).

van Bruggen, B.J.K., architecte de jardins en chef (8 avril 1989).

Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Mme Meulemans, M.L.C., rédacteur comptable (8 avril 1989).

M. Van Hoecke, J.A., premier surveillant de travaux (8 avril 1989).

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS

Nationale Orden

## Gebouwenfonds voor de Rijksscholen

Bij koninklijke besluiten van 29 mei 1989 worden benoemd tot :

Ridder in de Leopoldsorde

De heer Wierinckx, R.L., bestuurschef (8 april 1989).

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Officier in de Kroonorde

De heer Colombie, R.G.R., eerstaanwezend architect (8 april 1989).

Ridder in de Kroonorde

De dames :

Vander Mynsbrugge, L., bestuurssecretaris (8 april 1989).

Vandiest, M.J., bestuurschef (8 april 1989).

De heren :

Hoebrechts, V.C.A.R., bestuurschef (8 april 1989).

Van Rompaey, A.J.R.J., bestuurschef (8 april 1989).

Officier in de Orde van Leopold II

De heren :

Sterckx, R.J.R., industrieel ingenieur-hoofd van dienst (8 april 1989).

van Bruggen, B.J.K., hoofdtuinarchitect (8 april 1989).

Ridder in de Orde van Leopold II

Mevr. Meulemans, M.L.C., rekenplichtig opsteller (8 april 1989).

De heer Van Hoecke, J.A., eerste werkopzichter (8 april 1989).